


Pourquoi la PMA pour tous sera bientôt une réalité

 lalettredegalilee.fr/pourquoi-la-pma-pour-tous-sera-bientot-une-realite

27 septembre 2018

Éditorial de la 457^{ème}

Ça y est. Après de longs mois de sollicitations et l'organisation d'un grand débat citoyen, le Comité Consultatif National d'Éthique (CCNE) dans un avis de 160 pages publié ce jour a rendu ses conclusions. Dans le pêle-mêle des thématiques abordées par le comité à l'occasion de la révision des lois de bioéthique, les membres se sont prononcés pour l'extension de la procréation médicalement assistée (PMA) aux femmes naturellement fertiles.

*"L'ouverture de la PMA à des personnes sans stérilité peut se concevoir, notamment pour pallier une **souffrance induite par une infécondité résultant d'orientations personnelles**. Cette souffrance doit être prise en compte car le recours à une technique déjà autorisée par ailleurs n'implique pas de violence dans les relations entre les différents acteurs". (pp.120-121)*

Un changement de paradigme ontologique au motif de revendications idéologiques

Même si le CCNE souligne "*les conséquences pour l'enfant d'une **institutionnalisation de l'absence de père**, donc de l'absence de l'altérité « masculin-féminin » dans la diversité de sa construction psychique*" ainsi que les risques possibles de "*marchandisation du corps humain*", l'avis rendu reste favorable à l'extension de la PMA. Une conclusion sans surprise puisque le CCNE s'était déjà positionné favorablement l'année dernière dans son précédent avis le 15 juin 2017. Mais pourquoi donner tant de poids à l'avis rendu par un comité entièrement nommé par le Gouvernement et donc absolument pas objectif ni neutre ?

Pourtant, l'ouverture d'un débat citoyen pendant plusieurs mois, du 18 janvier au 30 avril 2018, autour de plateformes d'expression en ligne ou de débats régionaux avait révélé au final une certaine réticence des Français à cette ouverture de la PMA. On a vite refermé la boîte de Pandore...

Un débat inutile ?

Face à cette expression populaire trop marquée, on en avait rapidement conclu que la parole avait été noyauté par les milieux "*nauséabonds*" de la Manif pour Tous. "*Comme souvent dans ce type d'exercice, les « sachants », ceux qui ont déjà eu l'occasion de construire une réflexion sur ces sujets complexes, et les « militants » qui défendent une cause, sont ceux qui s'expriment le plus spontanément. La fréquence des prises de position en faveur de telle ou telle évolution ne dit rien, par elle-même, de leur représentativité au sein de la population française. Il ne s'agit donc pas d'une évaluation scientifique de l'état de l'opinion !"* (p.148) note le rapport de synthèse de la consultation citoyenne.

Circulez, y'a rien à voir. Il faut savoir qu'en France, quand on organise un débat citoyen, il ne faut pas être dupes, le plus souvent, les dés sont déjà jetés et les décrets prêts à être publiés au JO... **La démocratie sanitaire est une mascarade.**

Le CCNE propose également dans le chapitre consacré à la PMA afin de palier le " *déclin de la fertilité dû à la diminution du capital ovocytaire avec l'âge*" en raison du décalage de l'âge de la grossesse, de donner la " *possibilité d'une autoconservation ovocytaire [qui] apparaîtrait comme un espace dans lequel la liberté des femmes pourrait s'exercer sans qu'elles compromettent leur maternité future*" (p.118).

En publiant cet avis favorable, derrière lequel Emmanuel Macron s'abritait jusqu'à maintenant pour prendre la décision de légiférer ou non, le CCNE va au-delà des positions initialement observées. Lors de sa campagne, son programme présidentiel annonçait " *nous sommes favorables à l'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) pour les femmes seules et les couples de femmes. Il n'y a pas de justification juridique pour que la PMA ne leur soit pas ouverte. Pour avancer de façon pédagogique, nous souhaitons attendre l'avis du Comité consultatif national d'éthique (CCNE), afin d'assurer dans la société un vrai débat, pacifié et argumenté.*" C'est chose faite.

Aucun argument contre une loi pour la PMA pour toutes

L'Ordre des Médecins, auditionné le 19 septembre dernier par l'Assemblée nationale, se positionne également en faveur de l'extension de la PMA pour toutes. Le Dr Jean-Marie Faroudja, président de la section éthique et déontologie du CNOM, a assuré au quotidien La Croix : " *Nous considérons que cette demande est essentiellement sociétale. Si la société veut une AMP élargie, nous estimons que c'est à elle de trancher. Sur ce sujet sensible, il n'est pas dans notre rôle de dire ce qui est bien ou ce qui est mal. L'Ordre des médecins n'est pas une instance moralisatrice. Le rôle des médecins est d'apaiser les souffrances, qu'elles soient physiques ou psychologiques. Or, le désir d'enfant est une souffrance et le médecin est là pour l'entendre.*"

Certains y voient une **ubérisation de la reproduction** et la **porte ouverte à des dérives transhumanistes**. Mais l'enjeu est trop technique pour que la foule batte le pavé et conteste le projet comme ce fut le cas pour le mariage pour tous. Il n'y a plus aujourd'hui d'élément qui pourrait contre-carrer l'élaboration d'une loi pour l'extension de la PMA pour toutes les femmes.